



60 agences internationales appellent à une réponse rapide et coordonnée alors que la pandémie menace de déstabiliser les finances des pays pauvres

Rapport à: bit.ly/fsdr2020

NEW YORK, 9 avril 2020 - Les gouvernements doivent prendre des mesures immédiates pour prévenir une crise de la dette potentiellement dévastatrice et faire face aux ravages économiques et financiers provoqués par la pandémie du COVID-19 - déclare un nouveau rapport du Groupe de travail interinstitutionnel sur le financement du développement dirigé par les Nations Unies.

Le rapport 2020 sur le financement du développement durable présente des mesures pour faire face à l'impact de la récession mondiale et de la crise financière en cours, en particulier dans les pays les plus pauvres du monde. Ses recommandations sont basées sur des recherches et analyses conjointes du système des Nations Unies, du Fonds monétaire international, du Groupe de la Banque mondiale et de plus de 60 agences des Nations Unies et institutions internationales.

Même avant l'apparition du COVID-19, un pays sur cinq - où vivent des milliards de personnes dans la pauvreté - était susceptible de voir le revenu par habitant stagner ou baisser en 2020. Aujourd'hui, des milliards d'autres sont susceptibles d'être affectés alors que les gouvernements ont du mal à faire face à la pandémie.

En raison de la crise COVID-19, les marchés financiers mondiaux ont connu de lourdes pertes et une volatilité intense au cours du dernier mois. Les investisseurs ont rapatrié environ 90 milliards de dollars hors des marchés émergents - la plus importante sortie jamais enregistrée.

La perspective d'une nouvelle crise de la dette, particulièrement aggravée par la chute des prix du pétrole et d'autres produits de base, est particulièrement alarmante. De nombreux pays les moins avancés (PMA) couraient déjà un risque élevé de surendettement - et les retombées de la crise actuelle pourraient accroître considérablement leur nombre.

Le rapport 2020 sur le financement du développement durable appelle à des actions urgentes :

- Suspendre immédiatement les paiements de la dette des PMA et des autres pays à faible revenu qui en font la demande pour prévenir une crise de la dette. Les créanciers officiels bilatéraux doivent montrer l'exemple et d'autres créanciers devraient envisager des mesures similaires ou équivalentes pour fournir de nouveaux financements ;
- Rétablir la stabilité financière en fournissant des liquidités suffisantes et en renforçant le filet de sécurité financière mondial, en particulier pour les marchés émergents ;
- Contenir la forte baisse de l'activité économique et soutenir les pays les plus démunis grâce à une réponse coordonnée au niveau mondial qui inclut : une augmentation des dépenses de santé publique et de protection sociale ; un maintien des petites entreprises à flot; des transferts

gouvernementaux; une tolérance à l'égard des dettes et d'autres mesures nationales - et un accès considérablement accru à des financements internationaux concessionnels.

- Promouvoir le commerce et stimuler une croissance inclusive en éliminant les barrières commerciales qui restreignent les chaînes d'approvisionnement.

Malgré d'énormes pressions intérieures, les pays donateurs devraient inverser immédiatement la baisse de l'aide publique au développement (APD), en particulier aux PMA, qui peuvent être durement touchés par les impacts sociaux et économiques du COVID-19, et pour lesquels l'APD reste essentielle. En 2018, l'APD a diminué de 4,3% et l'APD aux PMA a diminué de 2,2% en termes réels.

Au-delà de la réponse immédiate à la crise, la pandémie de COVID-19 devrait donner l'impulsion nécessaire pour accélérer la mise en œuvre de mesures attendues depuis longtemps pour placer le monde sur une trajectoire de développement plus durable et rendre l'économie mondiale plus résiliente aux chocs futurs.

Le rapport 2020 sur le financement du développement durable contient les actions clés nécessaires à cet effet:

- Accélérer les investissements à long terme dans des infrastructures résilientes qui contribuent au développement durable, grâce à des investissements publics et à des incitations pour le secteur privé ;
- Accroître les investissements pour mieux gérer et être préparé aux risques ;
- Renforcer la protection sociale ;
- Améliorer les cadres réglementaires, par exemple décourager les emprunts privés excessifs lorsque la dette n'est pas destinée à des investissements productifs (en opposition à l'augmentation des rendements pour les actionnaires) ;
- Renforcer le filet de sécurité financière internationale et le cadre de viabilité de la dette.

Le rapport fournit également des options politiques pour exploiter le potentiel des technologies numériques. Ces technologies sont arrivées à l'avant-plan avec l'épidémie de COVID-19, les confinements et la distanciation physique devenant la norme. Les outils de communication numériques ont également contribué à maintenir l'interaction et la continuité des activités économiques et éducatives capitales. Cependant, l'accès aux technologies numériques reste très inégal à l'intérieur des pays et entre eux. Près de la moitié de la population mondiale (46,4%) n'a pas accès à Internet.

La crise du COVID-19 fournit un exemple du potentiel des technologies numériques, mais met également en évidence certaines lacunes et nouveaux défis et risques. De nombreux travailleurs des plateformes numériques, ou de la « gig economy », sont mal protégés contre les pertes de revenus massives en période de récession, les systèmes de protection sociale étant souvent mal équipés pour répondre à leurs besoins. Le rapport aborde ces lacunes et d'autres opportunités et défis de la finance numérique.

Ces réponses politiques et d'autres devraient être soutenues, durables et équitables, afin d'éviter une répétition de la lente reprise après la crise de 2008 - et d'assurer la mise en œuvre du Programme d'action d'Addis-Abeba, de l'Accord de Paris et de la réalisation des objectifs de développement durable.

« Seule une réponse collective, inspirée par une responsabilité et une solidarité partagées, suffira pour relever les défis sans précédent de la pandémie de COVID-19 », a déclaré Liu Zhenmin, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales et président du Groupe de travail qui a publié le rapport. « Les gouvernements, les partenaires au développement, le secteur privé et les autres parties prenantes doivent travailler ensemble pour lutter contre COVID-19 et soutenir tous les efforts pour faire face à ses impacts sociaux et économiques », a-t-il ajouté.

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Kate Donovan, UN DESA, FSDO, e-mail: kathryn.donovan@un.org, Mobile / WhatsApp: 1 718 362 0606

Contexte : Le rapport est un produit conjoint du Groupe de travail interinstitutionnels sur le financement du développement, qui comprend plus de 60 institutions des Nations Unies et organisations internationales. Le Bureau du financement du développement durable du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU sert de rédacteur en chef et de coordinateur du Groupe de travail, en étroite coopération avec le Groupe de la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, la CNUCED et le PNUD. Le Groupe de travail a été mandaté par le Programme d'action d'Addis-Abeba et est présidé par M. Zhenmin LIU, Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales. La copie intégrale du rapport et de l'annexe sera téléchargée sur: <https://developmentfinance.un.org/>

Ce rapport est la base des discussions du Forum ECOSOC sur le financement du développement, où les États membres conviennent des mesures nécessaires pour mobiliser un financement durable. Cette année, le processus du Forum a été modifié, tandis que la Foire de l'investissement pour les ODD, qui rassemble des représentants du gouvernement et des investisseurs, a été annulée. Plus d'informations sur le Forum sont disponibles sur: <https://www.un.org/esa/ffd/ffdforum/>